

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36 000 CHÂTEAUROUX

CHÂTEAUROUX, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ROCA**

ROCA  
Le Bois St Michel  
19200 Saint-Angel

Références : VI 03/10/23 (RB-TD)  
Code AIOT : 0010002886

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement ROCA implanté Les Pièces de Parçay (1) 36250 Saint-Maur. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROCA
- Les Pièces de Parçay (1) 36250 Saint-Maur
- Code AIOT : 0010002886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune de St Maur et est régie par l'arrêté préfectoral n°2015-127-DDCSPP du 23/11/2015, la superficie autorisée est de 22 ha 65a 35 ca. Les matériaux extraits sont du calcaire, il réceptionne des déchets inertes qui sont concassés, criblés puis revendus aux entreprises de travaux publics. Des installations mobiles (concasseur à percussion, cribleuses) permettent de traiter in situ le gisement. L'extraction à ciel ouvert à sec est réalisée à l'aide d'une pelle hydraulique, les tirs de mines sont interdits.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- suivi annuel d'exploitation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Le local de stockage des produits inflammables n'est pas identifié et signalé pour éviter le risque incendie. L'établissement est régulièrement sujet à des vols de carburants sur les engins. le chef d'exploitation est très investi dans sa mission mais avec très peu de latitude.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	MAJ garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article II.1.D	/	Sans objet
5	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.1.B	/	Sans objet
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.4.D	/	Sans objet
7	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.7.B.a	/	Sans objet
8	Extraction	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.4.D	/	Sans objet
10	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.d	/	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.d	/	Sans objet
13	Bruit	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.d	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article I.2.B	/	Sans objet
3	Mise à jour administrative	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article II.2	/	Sans objet
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.1.B	/	Sans objet
9	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.c	/	Sans objet
11	Poussières	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 24/11/2009, article III.5.A.d		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.  
Le site est plutôt bien entretenu, son suivi est géré par un bureau d'étude externe, des données concernant ce suivi sont manquantes. La gravité des constats est plutôt modérée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Quantités autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article I.2.B
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tonnage annuel extrait
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 200 000 t/an.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Production 2022: 76 594 T, déclaration GEREP réalisée le 20/03/2023 Production 2023 (01/10/23): 98 171 T
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : MAJ garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article II.1.D
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TP01 justifiant de leur actualisation.
<b>Constats :</b> Les garanties financières n'ont pas été mises à jour lors de l'évolution de l'indice TP01 de plus de 15%.
<b>Observations :</b> Le dernier acte de cautionnement couvre la période 15/05/2019 à 24/11/2023 (362 702€). Selon les déclarations du bureau d'étude en charge du dossier, le renouvellement des garanties financières vont nous être transmis prochainement, l'exploitant doit les transmettre avant le 24/10/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mise à jour administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article II.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modification installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par l'exploitant aux installations [...] doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Aucune modification dans l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.1.B
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, visibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces bornes doivent être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Le bornage a été vérifié côté route.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Suivi annuel d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.1.B
<b>Thème(s) :</b> Autre, plan orienté
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan orienté à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année[...]et fait apparaître notamment : [...].
<b>Constats :</b> Le plan orienté n'est pas à jour.
<b>Observations :</b> Le dernier plan orienté date du 19/04/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 6 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.4.D
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, phasage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage[...]
<b>Constats :</b> Absence de plan de phasage.

<b>Observations :</b> Aucun plan de phasage n'a été présenté lors de la visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Bilan annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.7.B.a
<b>Thème(s) :</b> Autre, mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières,...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé [...] sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Non-transmission de rapport annuel d'exploitation.
<b>Observations :</b> Le rapport annuel d'exploitation n'a pas été transmis en 2021,2022,2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.4.D
<b>Thème(s) :</b> Autre, côte
<b>Prescription contrôlée :</b> Le carreau de la carrière a pour côte minimale 140 m NGF
<b>Constats :</b> Vérification impossible sans plan topographique à jour.
<b>Observations :</b> Le plan topographique présenté date du 19/04/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, qualité des eaux de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales[...] doivent respecter les prescriptions suivantes:[...]
<b>Constats :</b> Prescription non-adaptée.
<b>Observations :</b> Les eaux de pluie s'infiltrent dans le sol argileux, aucune collecte des eaux pluviales n'est réalisée et donc aucune analyse faite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 10 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance mensuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Le niveau des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance mensuelle à travers les 2 puits voisins de la carrière ou à défaut par la mise en place de piézomètres réalisés conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> Seul un puits est surveillé. Un piézomètre doit être réalisé en aval hydraulique.
<b>Observations :</b> Le puit en aval n'est pas accessible car sur la propriété d'un riverain M. MERIGOT qui s'oppose à la venue de personnel de chez ROCA. l'installation d'un piézomètre en aval est à réaliser pour suivre le niveau d'eau souterraine en aval.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année, en période sèche, l'exploitant fait réaliser une mesure des retombées de poussières dans l'environnement [...].
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Mesures 2022: rapport 18/01/2022, les valeurs sont inférieures à 500 mg/Nm3 Mesures 2023: rapport 06/02/2022, les valeurs sont inférieures à 500 mg/Nm3 Les mesures sont réalisées avec des jauges et non des plaquettes comme identifiées dans l'arrêté préfectoral. Des jauges sont installées: 1 type a, 2 type b, 2 type c.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] A cet effet, il tient à jour un registre [...] dans lequel sont consignées toutes ces informations.
<b>Constats :</b> Les registres des déchets ne sont pas dématérialisés.
<b>Observations :</b> Il existe des registres des déchets papier pour les inertes et des BSD papier pour les déchets dangereux (BSD n°503/3-4161997 du 01/04/2021, 100 kg fûts emballages souillés 15.02.02*). Cependant les registres obligatoires RNDTS (inertes) et TRACKDECHETS (déchets dangereux) ne sont pas utilisés par l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 13 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesure
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores est ensuite réalisé au moins tous les 3 ans et notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées.
<b>Constats :</b> Mesures non-réalisées depuis 2015.
<b>Observations :</b> Aucune mesure n'a été réalisée en 2018 et 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet